

PARTIE I – INTRODUCTION

Préambule au manuel

Achévé de rédiger le 14 mai 2020.

Dans son grand livre *Richesse et Pauvreté des nations*, l'économiste et historien David Landes racontait l'histoire de Nathan Rothschild, mort en 1836 d'une banale septicémie à l'âge de 59 ans. « L'homme qui pouvait acheter tout ce qu'il voulait est mort d'une infection bénigne qui serait soignée aujourd'hui en allant voir n'importe quel médecin. » Cette métaphore permettait à Landes d'inscrire l'histoire économique dans une vaste fresque où le progrès général des connaissances écrasait celui des destins individuels. La crise de la Covid-19 a remis curieusement à l'œuvre, comme en accéléré, cette histoire universelle. Les Français, repliés dans le cercle étroit de leur espace de confinement, suivent les nouvelles concernant la chloroquine, les vaccins, les succès des méthodes de confinement et de déconfinement en Corée du Sud ou ailleurs, comme s'il en allait de leur histoire personnelle. Ils découvrent que la prospérité et le bien-être dépendent bien plus qu'ils ne pouvaient l'imaginer des découvertes des savants... Mais cette crise sanitaire est unique à un autre égard : elle a totalement paralysé l'économie, en l'espace de quelques semaines.

« Comme un organisme placé sous anesthésie, l'économie n'assure plus que ses fonctions vitales » : tel a été le diagnostic de l'Insee pour caractériser le mois d'avril 2020, durant le confinement, estimant que la moitié du secteur privé était alors à l'arrêt. Malgré la reprise progressive du travail, l'économie française devrait connaître une chute spectaculaire d'au moins 8 % du PIB en 2020. Il n'y eut en fait, depuis le début du xxe siècle, que trois épisodes qui l'ont dépassée en intensité : en France, la crise des années 1930, laquelle avait entraîné une baisse cumulée du PIB de presque 20 % (le point bas étant atteint en 1935) ; la Première Guerre mondiale, avec une chute du PIB de 30 % ; la Seconde Guerre mondiale, qui avait provoqué une baisse encore plus considérable de 40 %. Cette crise viendrait après, dans l'ordre de ces grandes calamités. Pour autant, les chiffres sont sans précédent depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le tableau 1 résume les prévisions établies par la Commission européenne au mois de mai 2020. La France, à l'instar de tous les autres pays de la zone euro, va connaître une croissance négative : la richesse va baisser de presque 10 %.

Tableau 1 Prévisions au printemps 2020 de la Commission européenne

	Croissance du PIB	
	2019	2020*
France	1,3	-8,2
Allemagne	0,6	-6,5
Italie	0,3	-9,5
Zone euro	1,2	-7,7
États-Unis	2,3	-6,5
Chine	6,1	1,0

*Prévisions

Source : Prévisions au printemps de la Commission européenne, mai 2020.

Il y eut certes dans l'histoire humaine bien d'autres épidémies, même à s'en tenir à l'après-guerre – de la grippe de Hong-Kong à Ebola... Cependant, leur coût économique était jusqu'alors proportionné au nombre de morts. Une étude récente a ainsi montré que jamais auparavant une épidémie n'avait provoqué de krach boursier¹. La grippe espagnole avait tué, entre 1918 et 1919, 0,75 % de la population française, l'équivalent de 500 000 morts aujourd'hui. Le coût économique avait toutefois été beaucoup plus limité : 2,25 % de PIB aurait été perdu selon les estimations de Robert Barro².

La crise de la Covid-19 est différente : c'est pour prévenir une catastrophe sanitaire que les économies s'effondrent. Loin d'y voir une aberration, il faut se réjouir que la conscience universelle ait hissé d'un cran l'exigence de protéger les populations contre le risque mortel. L'analogie qui a été faite d'une situation de guerre est évidemment déplacée ; il ne s'agit pas d'envoyer les enfants de la patrie mourir pour elles, mais au contraire de les protéger du risque mortel. Il y a néanmoins des traits de la crise actuelle qui font penser à une économie de guerre. L'État doit prendre en charge l'organisation de l'espace public, des transports en commun, de la sphère professionnelle, voire familiale (en décidant d'envoyer les enfants à l'école ou non). Certains économistes en concluent d'ailleurs que c'est un motif d'optimisme. Puisqu'elle est décidée par les États, la crise s'arrêtera quand ces derniers le décideront... Ce n'est hélas pas si simple. Dans un monde qui pourrait devenir phobique aux relations de face-à-face, les restaurants, les cafés et les salles de concert, lieux essentiels de respiration de notre civilisation urbaine, sont menacés. Le retour à la normale est très lent. Par ailleurs, on ne peut pas exclure qu'une nouvelle phase de confinement devienne nécessaire si le virus devait de nouveau se propager à grande vitesse.

Sous l'effet de cette crise, le déficit public et la dette de l'État vont augmenter considérablement. L'État aura-t-il du mal à se refinancer ? Quel est le rôle de la Banque centrale dans ce processus ? Faut-il craindre une reprise de l'inflation ou, au contraire, s'inquiéter du risque de déflation ? Sous une forme inédite, cette crise pose l'ensemble des questions que ce livre va aborder : la définition des grandeurs économiques, le PIB en tête ; la manière dont une crise peut créer des spirales descendantes qui exigent l'intervention de l'État ; celle dont se forment les prix et les salaires ; enfin, la façon d'envisager l'équilibre macroéconomique à court, moyen et long termes...

1. National Bureau of Economic Research, n° 26945.

2. Robert Joseph Barro est un macroéconomiste américain de réputation mondiale et professeur d'économie à l'université Harvard.